

## EXTRAITS DE L'INTERVENTION

de Gay KONOPNICKI

### AU 58e CONGRES DE L'UNEF

Le 58ème Congrès de l'UNEF qui vient de s'ouvrir ne sera pas, loin s'en faut, représentatif du mouvement des Étudiants en lutte.

Il ne le sera pas plus de l'UNEF dont il présente une image inversée.

Pour s'en convaincre il n'est qu'à comparer la place, au sein du Congrès des comités UNEF qui luttent pour son Renouveau et leur audience réelle dans la masse des étudiants.

Depuis la rentrée en effet, de puissantes luttes se sont développées à l'Université sous des formes et avec des objectifs qui correspondent à l'orientation que proposent les comités UNEF qui luttent pour son Renouveau.

Ceux-ci ont pris dans ces luttes une part importante.

C'est pourquoi dans la préparation du Congrès de l'UNEF les étudiants se sont largement prononcés pour le Renouveau de leur organisation syndicale.

Les dirigeants actuels de l'UNEF, poursuivant leur entreprise liquidatrice, ont tout mis en oeuvre pour empêcher qu'existe à l'Université une grande organisation syndicale.

Faute d'être parvenu, comme ils l'avaient un moment espéré, selon leurs propres termes à "exclure politiquement" de l'Université les militants UNEF qui luttent pour son renouveau, ils ont eu recours à divers moyens bureaucratiques et totalement arbitraires.

Ils ont déjà transformé les statuts de l'UNEF dans le seul but d'assurer "leur hégémonie" sur l'organisation syndicale.

Cette modification n'ayant pas suffi, ils en sont aujourd'hui à violer les règles qu'ils venaient d'établir.

C'est en plein arbitraire qu'ils ont systématiquement invalidé les délégués qui luttent pour le Renouveau de l'UNEF. De leur propre aveu, il s'agit d'un choix politique qui ne tient aucun compte de la volonté des étudiants et de l'audience réelle des comités d'action.

Ce fut le cas à AIX, Amien, Clermont, Limoges, Nantes, Nice, Pau, Perpignan, Reims, Rouen, Paris - Beaux arts, Droit, techniciens sup., médecine - sciences...

Les exemples les plus scandaleux concernent les AG de Lille et de Toulouse, les 2 premières AG de l'UNEF en France dont l'audience et la représentativité sont notoires.

L'AG de Lille n'aura que 15 mandats au Congrès de l'UNEF. Et pour ne parler que de son comité d'action de Lettres qui a organisé en Février contre le décret GUICHARD sur les langues une manifestation de 2.000 étudiants, il ne sera pas représenté au Congrès.

L'AG de Toulouse comptant plus de 1.500 cartes ne sera pas représentée au Congrès.

Ce sont des comités d'action scissionnistes qui n'ont obtenu que 280 voix à leurs propres élections qui représenteront cette ville.

Notons encore l'exemple de Montpellier où les "Macistes" ont fait valider leurs comités d'action avec 210 cartes alors qu'une pétition d'étudiants rassemblant 246 signatures protestait contre la non-distribution des cartes UNEF.

On pourrait multiplier les exemples de ce genre.

Mais les violations des règles les plus élémentaires de la Démocratie syndicale, si elles peuvent déformer la représentation au Congrès, n'ont pas le pouvoir de modifier le rapport réel des forces en présence dans les Facultés.

Hors des murs du Congrès, l'observateur sérieux pourra constater les progrès constants des idées que n'ont cessé de défendre les militants UNEF qui luttent pour son Renouveau.

C'est ce qui explique la précipitation avec laquelle la direction actuelle de l'UNEF s'efforce d'édifier, devant ces progrès, le barrage factice des moyens illégaux.

Tous les militants UNEF qui luttent pour son Renouveau, tous les étudiants qui aspirent à lutter efficacement contre la politique universitaire du gouvernement y trouveront un encouragement à poursuivre le combat pour faire de l'UNEF une grande organisation syndicale combative et démocratique.

ORLEANS, le 2 AVRIL 1970